l'intention de défranchiser des jeunes hommes et les hommes pauvres de l'île du Prince-Edouard.

L'honorable M. FERGUSON : Le sénateur Haythorne, un libéral, fit la même chose.

L'honorable M. ROBERTSON : Je suis surpris qu'il n'ait pas lu le bill plus attentivement. On fit avec cela de la propagande politique dans l'île du Prince-Edouard. J'eus à combattre cette propagande, et l'honorable secrétaire d'Etat, qui siégeait alors dans cette Chambre-ci peut me reprendre si je me trompe. Il y avait à la fin du bill un article tendant à dire que le cens électoral accordé dans le bill par le gouvernement fédéral ne devait durer que jusqu'au moment où le gouvernement provincial accorderait le cens électoral au peuple de l'île du Prince-Edouard. Le parlement provincial siégeait à ce moment et aurait pu en 48 heures accorder un cens électoral qui aurait satisfait l'île du Prince-Edouard, mais il négligea de le faire. Le bill fut ensuite rejeté ici, et nous reprîmes le système du suffrage universel.

L'honorable M. FERGUSON : L'honorable sénateur fait erreur à ce sujet ; le bill n'avait pas pour objet de demander que la législature provinciale accordât un autre cens électoral, mais qu'elle pourvût à l'enregistrement des votes des électeurs.

L'honorable M. ROBERTSON : Et un cens électoral. L'honorable secrétaire d'Etat, qui doit se rappeler la chose, me reprendra, si je me trompe. La disposition à la fin du bill disait que cette qualification ne serait exigée que jusqu'au moment où le gouvernement provincial accorderait une liste des votants en vue des élections fédérales. L'honorable sénateur n'a pas parlé de cela au cours de sa harangue. Il l'a sans doute oublié ; de sorte que je ne trouve pas que l'on doive tant féliciter le Sénat d'avoir, comme l'honorable sénateur l'a prétendu, rejeté le bill concernant le chemin de fer du Yukon. Je crois que le Sénat a mal fait d'avoir rejeté ce bill-là.

L'honorable M. FERGUSON : Oh ! non.

L'honorable M. ROBERTSON : Ce bill était en grande partie basé sur le projet du chemin de fer Canadien du Pacifique. Des sections de terrains de la région traversée

Hon. M. ROBERTSON.

par le chemin de fer devaient être accordées alternativement (une section appartenant au gouvernement et l'autre à la compagnie). Cependant nous entendons dire encore aujourd'hui à des sénateurs que nous donnions alors une province à cette compagnie. Cette terre était une terre inconnue et presque entièrement couverte de roc. Il y avait là peut-être des minéraux, mais la compagnie courait de grands risques en construisant un chemin de fer à travers cette région, et je ne crois pas qu'aucune compagnie—assurément la même chose ne le ferait pas aujourd'hui—je ne crois pas, dis-je, qu'aucune compagnie ferait un pareil traité à présent. Il n'est plus question de cette partie du pays, mais si un chemin de fer l'eût traversée, les mines, les industries forestières et autres y auraient été exploitées.

L'honorable M. FERGUSON : Mon honorable ami peut-il nous dire pourquoi, si la mesure était si bonne, le gouvernement ne l'a pas présentée de nouveau ?

L'honorable M. ROBERTSON : Tout simplement parce qu'il a abandonné la partie aux Etats-Unis. Les capitalistes américains y ont construit un chemin de fer en opposition à la route canadienne.

Cela naturellement a détourné le trafic du Dominion et l'a attiré vers les états voisins du Pacifique. J'ignore si la chose est vraie ou non, mais il a été dit dans le temps que des solliciteurs des Etats-Unis avaient réussi à amadouer les sénateurs canadiens, et il est probable que ce sont eux qui ont réussi à faire adopter le bill. Je ne dis pas que cela a eu lieu, mais je dis que si un pareil fait était prouvé, il jetterait sur le Sénat la plus odieuse des flétrissures.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : L'honorable sénateur, sans le vouloir, fait erreur relativement au bill et à la région que devait traverser le chemin.

L'honorable M. ROBERTSON : Je ne comprends pas l'honorable sénateur.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Je suis certain que l'honorable sénateur se trompe sur la nature du bill et de la région que le chemin devait traverser et aussi quant aux subventions qui devaient être données pour aider l'entreprise.